



«VIA SICURA EST MAL CONNUE AU SEIN DU GRAND PUBLIC»

L'association «Stop aux abus de Via sicura» a fait le point sur son initiative lors d'une conférence. Le texte peine à décoller.



**Via sicura a
durci les règles
de la circulation
routière.**

© Police cantonale
valaisanne

L'initiative populaire «Stop aux abus de Via sicura» n'est pas au bout de ses peines. Lancé le 3 mai 2016, ce texte qui attaque les dérives et les excès d'une législation adoptée sous la Coupole fédérale en juin 2012 n'a recueilli, pour l'heure, que 10 000 signatures, alors que les initiants doivent en collecter 100 000 d'ici au 3 novembre 2017.

Mais la phalange mobilisée pour déboulonner une loi antidémocratique et souvent dévastatrice sur le plan social ne désarme pas. Palpable au détour de chaque intervention, cet esprit combatif a traversé la conférence organisée jeudi dernier à Saint-Maurice (VS) sur ce thème brûlant. Le rendez-vous rassemblait Pierre Contat, secrétaire général de l'association «Stop aux abus de Via sicura» (Asavs), à l'origine de l'initiative, l'avocat Blaise Marmy, président de la Fédération motorisée valaisanne et membre du co-

mité de l'Asavs, ainsi que Jean-Marie Bornet, responsable de l'information et de la prévention de la Police cantonale valaisanne.

Les raisons d'un ensablement

Pierre Contat garde son sang-froid et demeure confiant. Avec la clarté d'analyse et le détachement qui le distinguent, le député UDC au Grand Conseil valaisan interprète sans mélodrame l'ensablement actuel de son initiative. «Après un départ en fanfare, la récolte des signatures a été freinée par les vacances d'été. Des circonstances inattendues nous ont ensuite coupé les ailes. Je pense au conflit qui a récemment secoué la hiérarchie de l'ACS. Perturbées par cette guerre des chefs, les sections romandes n'ont pas eu le temps d'insérer, comme convenu, les feuilles de signatures dans le journal de l'association. Mais avec l'arrivée du nouveau pré-

sident de l'ACS Thomas Hurter, conseiller national UDC qui se dit sensible à la problématique de Via sicura, tout devrait rentrer dans l'ordre», explique le Monthey-san.

Pierre Contat ne cache pas sa déception, voire son agacement, face à la frilosité du monde politique et des milieux routiers. «Malgré mes démarches auprès de Christoph Blocher, l'UDC Suisse refuse d'appuyer notre combat. Le TCS en a fait de même sous prétexte qu'un soutien officiel à l'initiative placerait l'organisation en porte-à-faux avec la Confédération qui lui verse des subventions. Quant à auto-suisse, elle s'est contentée d'affirmer qu'elle ne faisait pas de politique.»

Dans ce contexte un peu sinistré, le secrétaire général de l'Asavs perçoit une lueur d'espoir: «Au cœur de la Berne fédérale, nous pouvons compter sur deux conseillers nationaux, le démocrate-chré-



Revue Automobile
3172 Niederwangen

Medienart: Print
Medientyp: Spezial- und Hobbyzeitschriften
Auflage: 13'195
Erscheinungsweise: 46x jährlich

Themen-Nr.: 999.216
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 152'214 mm²

www.automobilrevue.ch

tien tessinois Fabio Regazzi et l'ancien procureur valaisan Jean-Luc Addor, membre de l'UDC et de l'Asavs, qui, grâce à leur activisme, ont suscité au Parlement une prise de conscience sur les dérapages de Via sicura.»

Rallier les Alémaniques

Pour remonter la pente et engranger les quelque 90 000 paragraphes encore nécessaires pour valider l'initiative, Pierre Contat estime qu'il faudra dynamiter deux verrous. «A ce stade, force est de constater que la Suisse alémanique, qui compte peu de représentations de l'Asavs, n'est pas encore convaincue de la pertinence du combat contre Via sicura, même si le récent cas de la piétonne zurichoise qui a perdu son permis

de conduire pour ivresse a marqué les esprits outre-Sarine.

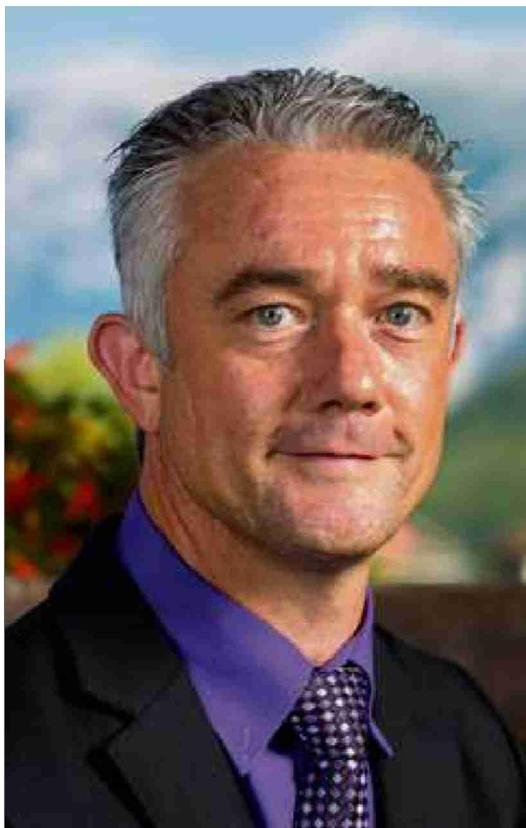
«Rallier les Alémaniques passera en premier lieu par un travail de fond à l'échelle parlementaire. Ensuite, les gens sont mal informés. Ils pensent à tort que la loi concerne avant tout les excès de vitesse, ils sont persuadés qu'ils n'en subiront jamais les conséquences. Or, Via sicura peut frapper tout le monde. Pire, elle grignote petit à petit les libertés individuelles. Quand on évoque ces dangers, croyez-moi, les gens signent de suite.»

Sus au délit de chauffard

Cibles principales de l'Asavs, le délit de chauffard, qui suppose une peine plancher automatique d'une année de prison, avec ou sans sursis, ainsi que l'obligation faite aux assureurs de recourir contre les clients cueillis en état d'ébriété ou res-

ponsables d'un excès de vitesse. Or, ces sanctions évacuent l'intervention du juge, seul capable de soupeser les circonstances de l'infraction.

«Avec notre initiative, nous voulons restituer aux procureurs leur pouvoir d'appréciation. Au lieu de prononcer des peines radicales qui peuvent déboucher sur une perte d'emploi ou une précarisation sociale, il conviendrait de rectifier la législation dans le sens d'une sanction appropriée sur le plan pénal. Loin du tout-répressif, il faudrait privilégier l'éducation, la responsabilisation», souligne Blaise Marmy. Selon Pierre Contat, la législation sur la sécurité routière va jusqu'à institutionnaliser la présomption de culpabilité: «Sous couvert de prévention, on part du principe que l'on est coupable avant



Pierre Contat (à g.), secrétaire général de l'Asavs, et Jean-Marie Bornet, porte-parole de la Police cantonale valaisanne.

© DR/Olivier Maire





Revue Automobile
3172 Niederwangen

www.automobilrevue.ch

Medienart: Print
Medientyp: Spezial- und Hobbyzeitschriften
Auflage: 13'195
Erscheinungsweise: 46x jährlich

Themen-Nr.: 999.216
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 152'214 mm²

même d'avoir commis un délit, comme le prouve le cas de la piétonne éméchée privée de son bleu en ville de Zurich. Que deviennent la démocratie, l'Etat de droit dans cette situation?»

L'importance de bien placer le curseur

Connu pour son franc-parler, ses positions tranchées et son atypisme, Jean-Marie Bornet, lui aussi, écharpe Via sicura. Tout en précisant qu'il s'exprime à titre privé, voire comme membre d'un comité qui s'apprête à créer un nouveau parti dans la perspective des élections cantonales valaisannes de mars 2017, le porte-parole de la Police cantonale du Vieux-Pays martèle quelques vérités frappées du bon sens: «On vit dans une société où l'on met sous l'eau des personnes qui commettent des petites erreurs. Or, je n'ai jamais servi une justice qui verse dans les cas d'école, les cas d'espèce, qui ne raisonne pas en termes de réinsertion. La politique des extrêmes,

telle que la conçoit Via sicura, n'est pas saine, ce qui n'exclut pas d'être strict, déterminé.»

Le Valaisan poursuit: «Toutes les sanctions radicales sont contre-productives. Au sein de la police, nous sommes les premiers à vouloir éviter les morts, à chercher à limiter les décès dus à l'alcool ou aux excès de vitesse. Mais où doit-on placer le curseur d'une telle démarche? Jusqu'à quel point doit-on édicter des mesures coercitives qui frappent tout le monde et pour quels résultats?»

En lieu et place de la criminalisation arbitraire induite par Via sicura, Jean-Marie Bornet croit aux vertus de l'éducation, de la prévention et de l'information. «Dans le cadre de la foire du Valais, nous avons par exemple mis en place, avec la Fondation Addiction Valais, le label Fiesta, qui comprend un système de retour au bercail avec les transports publics et une application de covoiturage en milieu festif mettant en relation des conduc-

teurs sobres avec des personnes qui le sont moins. Depuis lors, nous n'avons plus enregistré un seul accident grave dans le cadre de la manifestation», confie-t-il.

Au cours de la soirée de Saint-Maurice, Jean-Marie Bornet ne s'est pas privé d'égratigner les politiques. «Dans les parlements cantonaux et sous la Coupole fédérale, il n'y a pas suffisamment d'élus qui connaissent les problèmes de sécurité routière. Il faudrait un peu moins d'avocats. On a corseté le pays de normes, alors qu'il faudrait lâcher un peu la bride. On évolue désormais dans l'exagération. Avec des politiciens qui maîtriseraient davantage les dossiers routiers, on éviterait certaines inepties.»

Eugenio D'Alessio

eugenio.dalessio@revueautomobile.ch